

Histoire Orale de la Production des Connaissances dans les pays du Maghreb

2025-2026

Interview réalisée par Habib Ayeb

Mahmoud BEN ROMDHAN

Économiste et politologue, Mahmoud Ben Romdhan est professeur émérite d'économie à l'université de Tunis et auparavant à l'université de Sfax (1981-2008). Membre de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts dès 2012, il en assume la présidence entre 2021 et 2026. Par ailleurs, Il a été vice-président du Conseil pour le Développement des Recherches Economiques et Sociales en Afrique (CODESRIA). Il était également membre du groupe des Personnalités éminentes du mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Habib

Si Mahmoud Ben Romdhan, vous êtes le président de cette maison, l'Académie des sciences, de la littérature et des arts, l'Académie tunisienne, bien sûr. Merci de nous avoir offert cette opportunité de discuter un peu avec vous dans le cadre du projet de recherche qui se nomme histoire orale, c'est pour ça que c'est une interview orale, "Histoire orale de la production des connaissances dans les pays du Maghreb". Merci encore.

Mahmoud

C'est moi qui vous remercie pour l'honneur que vous me faites.

Habib

C'est une obligation, on ne peut pas faire ce projet sans vous rencontrer. J'ai une question toute simple, la première, je commence toujours par la même. Je sais à peu près qui vous êtes. J'ai regardé quand même avant de venir, ne serait-ce que par courtoisie, je vous connaissais avant mais je préfère vous laisser vous présenter. Vous êtes qui, si Mahmoud Ben Romdhan ?

Mahmoud

Mahmoud Ben Romdhan, j'ai 77 ans. Les études que j'ai faites, je les ai faites à Paris 10 Nanterre, dans les années 68. J'ai fait un DES d'économie, une licence de sociologie. Et Nanterre est une grande université, il y a plein de passerelles. J'ai fait aussi un DES de Sciences Po, mais sans diplôme parce que je n'ai pas rédigé le mémoire. Je devais rédiger un mémoire sur l'Union tuniso-libyenne à l'époque. Je me suis envoyé toute la

documentation, mais elle a été saisie. Donc, je n'ai pas fait de mémoire et je n'ai pas de diplôme en Sciences Po. Mais ce sont les trois disciplines que j'ai suivies, avec une discipline mère, l'économie, et puis je suis rentré en Tunisie en 1974, après avoir séjourné en France, depuis 1962, où j'étais un immigré économique. Je suis resté donc 13 ans en France.

J'ai fait mes études secondaires au lycée Voltaire à Paris. Ensuite, mes études supérieures au centre du monde intellectuel, je pense, ce dont je suis extrêmement fier, qui m'a beaucoup apporté, c'est Paris 10 Nanterre, au lendemain de la révolution de mai 68.

Je suis rentré en Tunisie. J'ai commencé ma carrière dans le district de Tunis, une nouvelle institution créée à l'époque, qui était une institution chargée de l'aménagement de la région de Tunis, le district de Tunis. C'est un peu une institution similaire à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France aujourd'hui. J'y ai travaillé pendant trois ans. J'ai été recruté comme chef de la division des activités économiques et des transports. Ce fut un moment fantastique pour moi.

Ensuite, j'ai pris trois années de mise en disponibilité pour terminer ma thèse que j'ai soutenue, mon doctorat d'État, à la faculté de droit et de sciences économiques de Tunis en 1981.

Habib

En économie ?

Mahmoud

En économie.

Habib

C'est quoi le sujet de la thèse ?

Mahmoud

C'est "Tunisie, l'accumulation du capital et les classes sociales en Tunisie". C'était une thèse d'inspiration marxienne. C'était une première thèse soutenue en Tunisie qui était à la fois critique du régime et qui était en même temps d'inspiration marxienne. Elle a mis d'ailleurs beaucoup de temps à être soutenue parce qu'elle a suscité plusieurs émois dans le monde académique de l'époque. Et ensuite, j'ai été recruté comme maître assistant à la faculté de sciences économiques de gestion de Sfax où j'ai passé trois, quatre ans. Ensuite, j'ai passé l'agrégation. La première fois, j'ai échoué. La deuxième, j'ai été reçu major. J'ai échoué en 1985 parce que je m'occupais d'autre chose que des études. J'étais militant syndical et je faisais le programme économique et social de l'UGTT, qui était en guerre à l'époque avec le régime. Donc je ne me suis pas du tout préparé. En 1985, je suis passé à la faculté de droit et de sciences économiques de Tunis. J'ai eu mon agreg en 1987 et je suis devenu prof en 1992.

Habib

Professeur à l'université ?

Mahmoud

Oui, professeur universitaire à la faculté de droit et de sciences économiques.

Habib

À l'université du 9 avril ?

Mahmoud

Non, non, non, c'était au campus. C'est toujours au campus. Depuis toujours. Depuis sa naissance, la faculté de droit et de sciences économiques, plus particulièrement, est basée au campus. Elle est dans le même bâtiment que la faculté de droit.

Habib

C'est souvent lié les départements de droit et d'économie

Mahmoud

Oui, partout.

Habib

Comme on a lié l'histoire et la géographie. Il n'y a pas de raison particulière. À votre avis, pourquoi c'est lié ?

Mahmoud

Il y a quelques petites matières. Je parle du point de vue de l'économiste que je suis. Il y a un peu de droit civil, de droit constitutionnel. On en a besoin donc on quitte un peu l'économie pure pour s'ouvrir un peu sur le monde avec le droit, et avec le droit surtout constitutionnel et le droit civil. Donc, ce n'est pas mal. Mais c'est vrai qu'on aurait pu faire autre chose, à mon avis. On aurait dû faire histoire. On aurait dû combiner histoire et économie.

Habib

Ou sociologie.

Mahmoud

Oui, ou sociologie, oui.

Habib

Ça marcherait mieux.

Mahmoud

Oui. Mais il y a beaucoup d'économistes qui s'y seraient opposés parce qu'ils font de l'économie pure et que l'ouverture sur les sciences sociales est considérée comme étant une dégradation.

Habib

Oui. En fait, il y a ceux qui font des sciences exactes et les autres qui jouent à ça !

Mahmoud

Encore que les sciences économiques ne soient pas des sciences exactes. Mais c'est la branche qui n'est pas une science dure mais qui fait tout pour apparaître comme étant une science dure. Donc avec une très forte mathématisation.

Habib

Bien sûr. On va revenir à tout ça, mais je veux vous ramener un peu à votre enfance. Vous êtes né où ?

Mahmoud

Je suis né au Kram. Je ne sais pas si vous connaissez le ciné-vogue au Kram ? La maison où je suis né est accolée au ciné-vogue au Kram. Je suis un peu d'enfance ambivalente. Ma mère fait partie de la semi-aristocratie tunisoise, beldi. Mon père est marchand de fruits et de légumes au marché Sidi el-Bahri.

Donc, j'ai toujours passé ma vie entre ces deux pôles. C'est pour ça que je me sens bien partout et que j'ai un regard distant sur les deux catégories sociales. Je crois que ma mère a choisi mon père et que ça ne devait pas être accepté et toléré par ses parents.

Donc, mon enfance, je l'ai passée dans une petite baraque en bois. Et c'est à l'occasion de la mort de mon grand-père que ma mère nous a ramenés à la maison des grands-parents, une maison immense, qui fait huit chambres, avec une cour qui devait faire 100 mètres carrés. Donc je suis passé d'un milieu plutôt pauvre, très très pauvre je crois, à un milieu d'une maison cossue à la Médina de Tunis, très bien localisée, grandiose, Voilà. Et toute ma vie, ça a été comme ça. Un entre-deux, ce n'est pas un entre-deux, c'est les deux choses à la fois.

Habib

Oui, les deux choses à la fois. Votre mère, qui était d'une famille plutôt aisée, s'est trouvée dans cette situation parce qu'elle a épousé quelqu'un qui ne faisait pas partie de la même classe ?

Mahmoud

Oui. Mon père ne fait pas partie de cette catégorie sociale. Mon père, c'était un travailleur journalier, mais qui savait très bien se débrouiller, qui gagnait très bien sa vie, mais qui dépensait le soir ce qu'il avait gagné dans la journée. C'était un marchand de fruits et de légumes au marché sidi-el-Bahri. Les grossistes au marché de gros étaient ses amis. Donc il achetait les meilleures marchandises au prix le plus bas et il avait une très belle clientèle des juifs tunisiens. Donc il ne faisait pas seulement le double, il faisait le triple entre son prix d'achat et son prix de vente. Et puis d'un seul coup, en 1962, Ben Salah est venu au pouvoir et il a fixé la marge bénéficiaire entre le gros et le détail à 20%, y compris le coût du transport. Donc mon père ne pouvait plus nous faire vivre. Il a pu tricher un jour ou deux, mais il ne pouvait pas vivre longtemps parce qu'à chaque fois, ceux qui falsifiaient les prix étaient arrêtés et mis en prison. Ma mère lui a dit, ma vie avec toi est devenue impossible. Soit tu quittes et tu vas en France, soit c'est moi qui quitte la famille. Donc mon père a été obligé d'aller en France et nous l'avons rejoint avec toute ma famille, ma sœur, mon père, ma mère, nous sommes des émigrés économiques.

Nous avons rejoint la France par bateau le 1er mai 1962. J'ai repris mes études au lycée Voltaire à Paris le 13 mai 1962, mais au préalable, j'étais ici, au lycée Carnot, et j'ai fait mes études primaires au lycée français de la rue du Maroc. Je ne sais pas pourquoi ma mère m'avait inscrit à un lycée dispensant les études en arabe et en français, Sadikiya, mais c'est mon oncle, qui était un peu cultivé, qui m'a inscrit à l'école de la rue du Maroc, je ne sais pas comment. Il y avait à l'époque un concours d'entrée en sixième, ce concours, on le passait au mois de juin. Mon oncle vient me voir, trois semaines avant la tenue du concours, et il me dit Mahmoud, tu as réussi. J'ai dit mon oncle je n'ai pas passé l'examen. Il m'a dit, non, tu es exempté du passage du concours. J'étais parmi les 100 premiers et on était 5 musulmans. Les autres étaient des français ou des juifs tunisiens et j'étais l'un des 5 musulmans. Pour moi, c'est le plus grand diplôme de ma vie. Je ne comprends pas comment encore j'ai pu réussir parmi cette élite, parce que tous étaient francophones. Et dans ma maison, ni mon père, ni ma mère ne parlaient le français. C'est une énigme pour moi. Et donc, j'y suis allé. Ensuite, parce que j'ai été reçu parmi les élites, l'élite tunisienne, je suis allé au lycée Carnot.

Ensuite, je viens de vous dire que nous avons dû émigrer parce que mon père n'arrivait plus à nous faire vivre. Nous avons pris le bateau, le 1er mai 1962, j'avais alors 14 ans. Nous sommes allés chez le cousin de ma mère qui vivait là-bas depuis une dizaine d'années. J'ai repris mes études au lycée Voltaire le 13 mai 1962 et j'y suis resté jusqu'à fin 1974. Donc j'ai passé ma jeunesse en France.

Habib

En 68, vous étiez en France.

Mahmoud

Oui, bien sûr. J'étais en France depuis six ans.

Habib

Vous étiez dans la rue ou à la maison ?

Mahmoud

Ah oui, dans la rue. Et j'ai eu la chance ensuite d'aller à ce que je considère être le centre du monde, l'Université de Paris 10 Nanterre, qui a été le point de départ de la révolution culturelle de mai 68 en France, et qui a balayé le monde, l'ensemble du monde, mai 68, sa naissance, c'est Nanterre. Et en 1968, j'avais 20 ans. Et donc, vous imaginez la chose ? J'étais bien sûr révolutionnaire, comme tous, à l'université de Nanterre. Donc bien sûr, j'étais dans la rue.

Habib

C'est à l'université que vous étiez devenu révolutionnaire ou c'est avant ?

Mahmoud

Je suis devenu guévariste à partir du décès de Che Guevara. Je suis venu à m'intéresser à la révolution avec le décès de Che Guevara, qui est mort, je crois, le 6 ou le 7 mai 1967. C'est à partir de là que j'ai commencé à m'intéresser à la société et au monde.

Habib

Pourquoi spécialement la mort de quelqu'un change la vie d'un homme ou d'une femme ?

Mahmoud

Parce que c'est une icône. C'est une icône Che Guevara. Regardez jusqu'à aujourd'hui, son image est partout. Et j'avais à l'époque 19 ans. C'est l'âge à partir duquel on commence à s'intéresser à la société, à la justice, à l'égalité, où on a des rêves de société. C'est depuis ce moment-là que je me suis intéressé au monde et à la justice et je crois n'avoir jamais quitté ce rêve de justice, d'égalité, à l'échelle du monde. Parce que Che Guevara ne s'intéressait pas uniquement à Cuba, dont il n'était pas originaire d'ailleurs. Ce qu'il voulait, c'est un, deux, trois, plusieurs Vietnam à l'échelle du monde. Donc, c'était un appel à toute la jeunesse du monde et j'en faisais partie. Ensuite, j'ai fait mes études à Nanterre et j'ai eu de grands professeurs qui s'intéressaient aussi au monde. Beaucoup d'entre eux étaient marxistes et à l'époque, mai 68, Nanterre était le centre de la pensée critique. Les plus grands professeurs, qui étaient à l'époque critiques, choisissaient Paris 10 Nanterre, que ce soit en économie, en sociologie, dans toutes les sciences sociales.

Habib

Certains allaient à Vincennes aussi à l'époque.

Mahmoud

Oui, certains allaient à Vincennes, tout à fait.

Habib

Qui était moins établie, parce que Vincennes a été créée grâce aux événements de 68 alors que Nanterre était créée bien avant.

Mahmoud

Vincennes est consécutive à mai 68, elle a dû commencer en 72, 73, quelque chose comme ça. Donc c'est après.

Habib

Est-ce qu'il y a un épisode de votre vie, d'enfant, de jeune, d'adolescent, qui vous a rapproché de ce que maintenant vous dites marxien, qui vous a rapproché un peu du marxisme, à vous intéresser à l'histoire du Che, et ainsi de suite. Vous disiez qu'en Tunisie, vous étiez tombé dans la pauvreté à un moment. Et est-ce qu'en France, ça s'est bien passé, l'installation ?

Mahmoud

Non, pas du tout. 1962, c'est la fin de la guerre d'Algérie. Et c'est le retour des pieds noirs. Un à deux millions de pieds noirs qui rentrent en France. Une crise aiguë, comme jamais il n'y en a eu, du logement en France. Je vous ai dit que nous sommes allés chez le cousin de ma mère, mais lui-même a été expulsé de sa maison. Donc nous nous sommes retrouvés du jour au lendemain, mon père, ma mère, ma sœur et moi, mon père soulevant

deux valises à la main et tournant dans Paris pour trouver un logement, alors que, comme je viens de vous le dire, il n'y avait pas de logement.

Habib

Vous aviez 14 ans ?

Mahmoud

Le cousin de ma mère a dû être expulsé de sa maison, peut-être une année plus tard, donc ça devait être en 1963. Et donc, je me souviens de la détresse dans laquelle était mon père. Il m'a dit plus tard qu'il avait songé à se jeter sous le métro. Que faire avec ses enfants, sa femme ? En fin de compte, nous avons trouvé un hôtel au mois, tenu par un Marocain, il nous a offert une chambre de 4 mètres carrés. Vous ne savez pas le bonheur que j'ai ressenti. Nous étions en train d'embrasser les murs de cette chambre de 4 mètres carrés. Il y avait un toit. Nous dormions dans le même lit, tous les quatre. Le lit devait faire un mètre et demi de large parce qu'il fallait aussi ouvrir la porte de l'intérieur donc il fallait laisser la place à la porte qui devait faire 50 cm. Et le reste, un lit d'un mètre et demi pour quatre.

Habib

Et bien sûr, les toilettes et les services, c'était dans le couloir. Collectif. Ça a duré longtemps ?

Mahmoud

On est resté six mois dans cette chambre. Ensuite, il y a une autre chambre qui s'est libérée. Et cette chambre dans laquelle nous avons vécu six mois, mes parents l'ont utilisée comme cuisine et nous avons une chambre plus grande qui devait faire 12 mètres carrés. Mais c'était le bonheur.

Habib

C'est resté dans votre tête quand vous pensez à votre vie, vous pensez à ce moment ?

Mahmoud

Oui, bien sûr.

Habib

Vous y pensez comme une grande injustice ou à l'époque vous n'étiez pas conscient ?

Mahmoud

Non, non. Vous voulez que je vous le dise ? Je suis très fier d'avoir vécu ça. Très content. Parce que la vie n'est pas simple. Pour rester réaliste, pour rester soi-même, il faut avoir vécu cela. Par ailleurs, ensuite, j'ai vécu dans le Marais. À la fin de mon séjour en France, j'ai vécu dans le Marais et j'avais un appartement qui devait faire 100 mètres carrés. J'étais de ceux qui, au lendemain de la révolution chilienne, ont créé des comités de soutien à la résistance chilienne. Et dans mon appartement, j'avais un grand salon qui devait faire 30 mètres carrés, où je recevais le comité de soutien à la résistance chilienne

pour les 3e et 4e arrondissements de Paris. Donc j'ai habité à la fin de mon séjour en France dans d'excellentes conditions.

Et ma vie a été tout cela. À chaque fois, une vie très, très, très difficile, mais qui me donne de la distance et une vie très aisée. Ma vie, ça a été ça tout le temps. Et je suis fier de ceci et de cela. Et je n'oublierai jamais d'où je viens. Et je viens aussi de deux milieux opposés. Je viens à la fois de la semi-aristocratie, celle de ma mère, et je viens de mon père, qui est un mélange de tout, mais qui a vécu aussi la pauvreté. Il vient d'un milieu, je ne sais pas si c'est défavorisé ou pas, mais c'est un milieu qui manque de sécurité. Il vivait dans l'insécurité la plus totale, mais il savait très bien gagner sa vie aussi. Et il était capable de déchirer tout ce qu'il avait. C'est ça d'où je viens. C'est pour ça que je me sens à l'aise partout.

Habib

Et cette enfance partagée entre deux mondes, la pauvreté et le côté plus à l'aise, deux classes sociales différentes, vous retrouvez l'origine de votre itinéraire dans tout ça ? C'est ça ce qui a plus ou moins déterminé un peu votre évolution plus tard ?

Mahmoud

Oui, oui. J'ai vécu les deux. Je portais des rêves.

Habib

C'est au sociologue que je pose la question.

Mahmoud

Oui, oui. J'ai toujours porté des rêves depuis mon jeune âge. Des rêves humanistes et à l'échelle humaine, internationale. J'ai toujours été dans l'international. Je vous ai dit Che Guevara, mai 68. Et toute ma vie, c'est une continuation de cela.

Habib

68, vous étiez acteur, vous étiez dans la rue, vous le disiez. Est-ce que 68 a constitué une rupture pour vous ?

Mahmoud

C'est une continuité dans Che Guevara. Je vous ai dit que je suis venu à la politique par Che Guevara, par la révolution cubaine. Il y avait à l'époque Maspero, et j'allais tous les mois acheter Granma, Granma qui était le journal de la révolution cubaine. Ensuite, mai 68, ensuite mes études et mes études à Nanterre. Et Nanterre, une faculté qui avait créé mai 68 à l'échelle du monde. Et donc, tous les grands intellectuels, toute la pensée libre d'avant-garde, étaient à Nanterre. J'ai vécu dans cela. Et j'ai eu la chance de vivre à Nanterre. À ce moment-là, j'ai eu une chambre à la cité universitaire de Nanterre, parce que c'était un c'était une immense institution Nanterre. Il y avait la faculté d'économie, la faculté de droit, il y avait la faculté des lettres et toutes les facultés des sciences sociales. Et il y avait des passerelles partout. J'étudiais l'économie, j'allais étudier la sociologie, je prenais des cours chez les nouvelles figures, il y en avait, et ensuite, je faisais Sciences Po. C'est extraordinaire.

Habib

Qui sont les professeurs qui vous ont marqué à ce moment-là, à Nanterre ?

Mahmoud

Bon, je l'ai écrit, mais j'ai des trous de mémoire, surtout depuis le Covid. Mais ceux qui m'ont marqué en économie, c'était Jacques Valier qui était le plus jeune agrégé de France en économie. Et Valier enseignait Marx, "Le capital". Quand j'ai fait mon DES, c'était Jacques Valier qui nous enseignait "Le capital". Donc j'ai lu et appris "Le capital" de A à Z avec lui. Le DES ne portait que sur Marx et sur le capital. J'ai eu une formation exceptionnelle avec lui. Il y avait Charles-Albert Michalet, un grand professeur qui enseignait l'économie internationale, le capital mondial. Ces deux professeurs ont été des hommes marquants pour moi. Il y en avait beaucoup d'autres. Il y avait aussi un prix Nobel d'économie dont j'ai oublié le nom. En socio c'était Tollet, toutes les nouvelles figures de la pensée critique française.

Habib

Ils étaient pratiquement tous et toutes marxistes, plus ou moins.

Mahmoud

Plus ou moins. Critiques. Ils étaient au-delà de Marx. Parce qu'à partir de la fin des années 60, commence à émerger une pensée critique de Marx surtout dans les sciences sociales, dans l'anthropologie. Parce que dans Marx, il y avait deux Marx. Lui, Marx, dit, tout ce que je sais, c'est que moi, je ne suis pas marxiste. C'est ce qui met Marx lui-même critique de ceux qui veulent en faire un panthéon. Et c'est grâce à la sociologie, grâce à l'anthropologie, que j'ai fait le saut critique de Marx je crois, je me souviens de deux grands auteurs, Marshall Sahlins, "Stone ages", âge de pierre, âge d'abondance.

Vous savez, dans la pensée marxiste, il y a les forces productives qui créent l'infrastructure, qui créent la superstructure, donc les modes de production. Et puis, on passe d'une économie primitive à une économie capitaliste agricole, capitaliste agricole à capitaliste marchande, puis capitaliste industrielle, puis au socialisme, chacun selon son travail, et enfin au communisme, chacun selon ses besoins. Donc, c'est ce qu'on apprenait. Et puis vient ce à quoi Marx était critique. Mais là, je découvre l'anthropologie. Marshall Sahlins, qui avait fait des travaux anthropologiques dans les sociétés dites primitives, et qui dit "âge de pierre, âge d'abondance". Il est faux de penser que les économies primitives produisent peu. Ils ne travaillent que cinq à six heures par jour. Et s'il y a un complément, ils s'arrêtent parce qu'ils ont largement satisfait leurs besoins. Donc, contrairement à ce qu'on pense, ce n'est pas le développement des forces productives qui crée l'abondance. Ce n'est pas l'économie capitaliste avancée. Ce n'est pas le développement des forces productives qui est générateur de transformation et de passage vers les sociétés les plus évoluées. Ce n'est pas vrai, les sociétés primitives sont des sociétés qui vivent dans un âge d'abondance. Et puis il y a eu Pierre Clastres, qui lui dit la société contre l'État. Ce que dit Pierre Clastres, c'est que les sociétés primitives, chaque fois qu'elles arrivent à satisfaire leurs besoins et qu'elles commencent à créer un surplus, elles le détruisent. Parce que c'est le surplus qui crée une société de classe. Donc les sociétés primitives sont des sociétés d'abondance qui détruisent le surplus qu'elles

produisent parce qu'il est générateur des différenciations sociales. C'est une révolution. Tout ça, c'est Nanterre.

Habib

Et tout ça, vous, vous l'avez appris à Nanterre.

Mahmoud

Je l'ai appris à Nanterre.

Habib

Vous dites souvent “je suis marxien”. Pourquoi vous ne dites pas “je suis marxiste” ? Il y a une nuance ?

Mahmoud

Il y a une grande nuance. Parce que Marx lui-même dit “tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas un marxiste”.

Habib

Et vous ne voulez pas être plus marxiste que Marx !

Mahmoud

Voilà, d'une part. Et d'autre part, Marx, c'est aussi de l'idéologie. Je ne suis pas pour l'idéologie, je suis pour une pensée libre, pour une pensée radicale. Mais je ne me mets sous aucune chapelle. Marx est une référence qu'il faut dépasser.

Habib

Vous êtes toujours marxien ?

Mahmoud

Je suis toujours marxien. Je suis de gauche.

Habib

Vous êtes marxien dans le sens où vous lisez les phénomènes sociaux selon une grille marxienne ou marxiste ou marxien pour la justice ? Ça veut dire quoi être marxien pour vous, aujourd'hui ?

Mahmoud

C'est être critique de la société. C'est avoir un espoir, un idéal de mettre fin à l'injustice, pour une société d'égalité. Ce qui me fait me relier à Marx, c'est cette aspiration-là. L'égalité, la justice, la liberté. Ce qui manque peut-être à Marx, c'est d'avoir développé la société de liberté. Il la propulse vers une société future, la société communiste. Moi, je la pense aujourd'hui. C'est un combat, aujourd'hui, et c'est le rêve d'aujourd'hui.

Habib

C'est compatible avec un système libéral ? Le capitalisme, dans le sens du capitalisme, c'est compatible ?

Mahmoud

Ce que j'ai appris aussi, de mes études d'économie, c'est qu'il y a plusieurs capitalismes. Il n'y a pas un capitalisme, il y a plusieurs capitalismes. Il peut y avoir un capitalisme de la liberté. Nous, les économistes, nous sommes divisés en deux groupes. Il y a les libéraux, qui sont devenus les néolibéraux, et il y a un peu Keynes. Keynes, c'est on peut faire du capitalisme une société plus juste. C'est ce qui s'est passé un peu aux États-Unis à partir du New Deal au lendemain de la crise des années 30. Vous savez qu'aux États-Unis, capitalistes, le taux d'imposition marginale était de 92%. Donc les riches payaient beaucoup, sous le capitalisme, dans l'aspiration de Keynes. Le New Deal, c'est une société où le sort de la classe ouvrière s'est sensiblement amélioré. Et c'est le New Deal qui a créé le nouvel ordre mondial, la déclaration universelle des droits de l'homme, la naissance de l'ONU, un ordre mondial beaucoup plus juste.

Donc, vous voyez, je ne suis pas anticapitaliste. Je dis que dans le capitalisme, une société de marché, il peut y avoir plusieurs formes. Et j'ai vu aussi que dans ce qu'on considérait comme le socialisme, c'est-à-dire le régime inverse, il y a eu le goulag, il y a eu la prison collective. Ce qui faisait mon rêve s'est révélé comme étant la plus grande prison donc je n'ai plus d'idéologie. Je ne peux pas vous dire que je suis pour le capitalisme. Je suis pour une certaine forme de capitalisme. Et si on pouvait la combiner avec un socialisme humain, oui. Je n'ai plus de certitude absolue. Mais je suis dans ça. Une société ouverte où il y aurait la prise en charge de ceux qui ne sont pas au centre, où les riches payeraient beaucoup et où il y aurait de la prospérité pour tous et surtout de la liberté pour tous. La démocratie.

Habib

Qu'est-ce qui serait le plus injuste ? Une société moins démocratique ou une société plus pauvre ? Est-ce que c'est la pauvreté ou la démocratie ?

Mahmoud

Non, il faut les deux. Je ne peux pas choisir. Je ne peux pas choisir entre mon père et ma mère ! Comme l'a dit le maire de Paris à l'époque. On lui a dit, qu'est-ce que vous aimez, la Tunisie ou la France ? Il leur a répondu, ne me demandez pas de choisir entre mon père et ma mère. Donc, je vous répète la même chose.

Habib

Ça, c'est Delanoë. Mais en termes de priorité, parce que dans le réel, on parle souvent de priorité, ce n'est pas le moment de discuter de ça, ce n'est pas le moment de discuter de ci, ça peut attendre un petit peu, mais il y a des situations de pauvreté ou l'inverse.

Mahmoud

Écoutez, à mon avis, ma conviction et ma certitude, c'est que la démocratie engendre le bien-être. Il ne peut pas y avoir de bien-être sans démocratie. Regardez l'histoire du monde. Quand est-ce qu'il y a eu la plus grande prospérité dans le monde ? C'est quand il y a eu la démocratie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'âge d'or ! L'âge d'or du monde, c'est la deuxième moitié du XXe siècle. C'est l'âge au cours duquel toutes les

sociétés se démocratisent. La grande vague, la troisième vague de démocratisation dans le monde, elle est à ce moment-là. Et c'est la grande prospérité. Ce sont des sociétés vivantes. Il y a des sociétés inertes. Et une société qui n'a pas de parti politique, qui n'a pas de syndicat, qui n'a pas d'association, est une société inerte. Elle n'est pas portée vers l'avenir. Les sociétés qui sont portées vers l'avenir, ce sont des sociétés vivantes dans lesquelles il y a des partis, qui sont en confrontation et qui offrent des choix aux gens, des citoyens. Et c'est les sociétés dans lesquelles il y a des syndicats qui œuvrent pour l'égalité, et pour faire payer les riches, les très riches, et dans laquelle il y a un tissu associatif des contre-pouvoirs. Ce sont ces sociétés vivantes qui sont les plus porteuses de bien-être.

Habib

Oui, mais ce sont aussi des sociétés qui produisent, je ne vais pas dire le plus, mais qui produisent énormément de pauvreté, d'exclusion.

Mahmoud

Non, ce que je viens de vous dire, c'est le contraire. Le bien-être, c'est le bien-être généralisé. La plus grande justice dans l'histoire du monde, c'est celle qui a eu lieu au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. C'est parce que les syndicats se battent pour qu'il y ait de la justice, et elles se battent pour que les riches payent, pour qu'il y ait plus d'égalité. L'inégalité du monde commence à partir des années 80, le tournant néolibéral, qui lui est sauvage. Il n'a même plus d'État. Un néolibéralisme qui ne veut même plus d'État ni de justice. Le pire. Voilà les formes ouvertes du capitalisme. Depuis le keynésianisme ouvert jusqu'au néolibéralisme sauvage que nous avons commencé à vivre depuis les années 80 avec Reagan, Thatcher au pouvoir, et ce qu'on a appelé à l'époque le consensus de Washington. L'État est considéré comme étant la source de la pauvreté. La source de la décroissance. Vous voyez ? Il y a plusieurs formes de capitalisme. Il y a plusieurs sources d'inspiration. Il y a eu plusieurs politiques. Mais c'est la politique la plus à gauche qui a créé le plus de richesses et de justice à l'échelle de l'histoire de l'humanité.

Habib

Y compris en Chine ?

Mahmoud

Oui, c'est un cas particulier, c'est vrai. Oui, c'est un cas d'école.

Habib

Ça demande à réfléchir, ça nécessite une réflexion.

Mahmoud

Oui, tout à fait, parce qu'il y a eu la révolution culturelle. 30 millions de Chinois qui sont morts. C'est un pays totalitaire. Le plus totalitaire qu'il soit. Et pourtant, il y a de la croissance. De la croissance très forte. Et moins de pauvreté. De moins en moins. Oui. Oui, c'est un cas d'école. Oui, vous avez raison.

Habib

Ça pourrait être un modèle ?

Mahmoud

Non.

Habib

Ça reste dans le contexte chinois par rapport à son histoire et ainsi de suite.

Mahmoud

Oui. Ça nous renverse. Parce que c'est un cas où le totalitarisme est générateur d'une très forte croissance. C'est le seul cas que je connaisse. Peut-être Singapour aussi. C'est une société, c'est un État non démocratique, mais qui est générateur aussi de très fortes croissances. Donc, ce que je vous ai dit jusqu'ici, ce sont des grandes tendances, mais il y a des exceptions. Des états totalitaires générateurs de croissance forte. Comment font-ils ? Ça me surprend.

Habib

Oui, parce que quand même, la Chine, on parle de 1300 millions de personnes, 1400 millions, je ne sais plus le chiffre exact, mais en gros le huitième de la population mondiale, le septième de la population mondiale.

Mahmoud

Mais il y a le revers de la médaille. Ce qu'on sait de la Chine aussi, c'est que ses politiques sont extrêmement autoritaires. Sur le plan démographique c'était la politique de l'enfant unique. Que s'est-il passé en Chine ? Cette politique de l'enfant unique, absolument autoritaire, qui ne donnait d'avantages aux familles chinoises que lorsqu'elles n'avaient qu'un seul enfant. Que s'est-il passé dans une société traditionnelle ? Il s'est passé qu'il y a la préférence pour le garçon. Donc quand naissait une fille, ils l'enterraient en cachette ou peut-être même pas en cachette. Que se passe-t-il aujourd'hui dans la société chinoise ? Il manque 55 millions de femmes. Les hommes ne trouvent pas de femmes. Et la Chine est en train de perdre sa population. Démographiquement, c'est une société qui régresse. Que va-t-il se passer dans un demi-siècle ? Déjà aujourd'hui, une immense crise sociétale à cause de la politique autoritaire, totalitaire, chinoise. Les hommes qui passent à l'âge adulte ne peuvent pas fonder de famille aujourd'hui en Chine. C'est à cause de la politique chinoise et de son système totalitaire.

Donc, nous, observateurs, sommes en train d'être fixés sur la création de richesses, sur le fait qu'elles émergent comme pôle concurrent à l'Amérique, d'ailleurs le centre du monde est devenu l'Asie, et que nous ne sommes pas en train de regarder aussi à l'intérieur de la société chinoise. L'absence de liberté, la détresse. Regardez la capacité de la société chinoise à faire face au Covid. Elle n'a pas été capable, bien qu'elle ait tous les moyens, les reflux de la lutte collective empêchent de faire face au plus grand danger. La société chinoise a été fortement imprégnée, victime du Covid parce que la société n'a pas de souplesse. Il y a des dirigeants qui fixent l'ordre et la société est soumise.

Bien sûr, il y a le fait que la Chine est en train de créer des richesses à une très forte allure. Mais c'est en train de régresser. Elle faisait du 10-15%. Elle en est aujourd'hui à du

5%. Et il y a aussi une profonde crise en Chine, aujourd'hui, qui est cachée, qui frappe la main d'œuvre chinoise, il y a beaucoup de chômage caché en Chine. Il y a des crises de logement, je veux dire une surproduction. Donc, oui, ça a marché, mais sous la dictature, féroce. Et ça marche moins aujourd'hui. Face aux grandes crises qui frappent l'humanité, Il n'y a pas de robustesse dans la société chinoise.

Habib

On est allés jusqu'en Chine, on va revenir à vous et à la Tunisie. Après vos études en France, en mai 68, votre propre évolution, l'évolution du monde, vous rentrez en quelle année en Tunisie ?

Mahmoud

Je rentre en 1974.

Habib

Une décision, un choix, une absence d'autres alternatives, c'était quoi ?

Mahmoud

Depuis que j'étais parti en France, je n'ai jamais songé à autre chose qu'à rentrer en Tunisie.

Habib

C'est le cœur ou la politique ?

Mahmoud

Je suis incapable de vous expliquer pourquoi. Mais je me suis toujours vu rentrer en Tunisie. D'ailleurs, tous les étés, nous rentrions en Tunisie. Le seul été où je ne suis pas rentré en Tunisie, c'est l'été 62, parce que nous venions d'aller nous installer en France et que nos conditions étaient difficiles. Mais tous les étés, je rentre en Tunisie et j'ai toujours pensé rentrer en Tunisie. Et les femmes que j'ai connues, quand j'ai vécu avec elles, quand j'ai eu des relations amoureuses, je leur disais immédiatement que je rentrerais en Tunisie, que si elles voulaient bien venir avec moi, nous continuerions à vivre ensemble, mais que si elles ne voulaient pas...

Habib

Il y a un moment où, de toute façon, vous alliez rentrer en Tunisie.

Mahmoud

Oui, oui, oui. Toujours.

Habib

Et c'était l'attachement intime au pays ou c'était parce qu'il fallait construire ce pays qui sortait de la colonisation, il fallait bâtir.

Mahmoud

Non, non, je crois que c'était intime, voilà. J'aime bien les Tunisiens. Je me sens Tunisien. C'est un beau pays. Mais j'ai toujours pensé aussi à lutter. Même quand je venais ici les étés, je me réunissais avec des gens pour essayer de créer des groupes politiques.

Habib

Ici donc vous intégrez l'université ?

Mahmoud

Oui, alors, ce que je voulais vous dire aussi, c'est que la France fut mon grand bonheur, Nanterre fut mon grand bonheur, et que quand j'étais étudiant, de mon temps, il y avait, comment dire, une préférence à l'étranger. J'étais gâté en France. À Nanterre, je me souviens avoir fait une grève. Une grève, mais qui a traîné, il y avait un comité Palestine de l'université de Nanterre, que j'ai rejoint. On a fait une manifestation en banlieue proche de Nanterre, là où il y avait beaucoup de travailleurs immigrés, et c'était pour faire connaître la cause palestinienne. La police est arrivée parce qu'il y avait le drapeau palestinien et que les policiers ont voulu le détruire. Il y a eu une grande bagarre à laquelle moi je n'ai pas participé parce que je n'avais pas mes papiers. Et là, à la fin, il y a eu l'arrestation de quelqu'un qui avait frappé un policier et qui lui avait cassé une dent. C'était, je me souviens, le doyen.

Habib

C'était en 68 ?

Mahmoud

Non, 71. 70-71. On a fait une grève, libérez le doyen ! Bref, ça a duré. Et les étudiants voulaient rentrer, étudier. Un jour, deux jours, trois jours, quatre jours, une semaine. Il voulaient rentrer. Il y avait un piquet de grève auquel je participais pour empêcher les étudiants d'étudier. Une fille est venue. Elle m'a regardé et m'a dit "Est-ce que tu ferais ça chez toi ?". Sitôt qu'elle a dit ça, les étudiants qui étaient une cinquantaine, lui ont dit très bien, c'est toi qui vas rentrer chez toi. Ils l'ont prise, ils l'ont accompagnée jusqu'au RER, et elle est partie. Ils lui ont dit, tu ne reviens plus. C'est injuste, c'est injuste. Mais ce que je voulais vous dire à propos de cela, c'est que, Tunisien, arabe que j'étais, j'étais aux nues. Il y avait le MLF qui est né en France, qui est né à Nanterre, mon amie était membre du MLF, ma compagne. J'étais le seul homme à être autorisé à assister aux réunions du MLF. Elle m'a dit, Mahmoud, on te laisse rentrer, mais tu fermes ta gueule ! Mais c'était un privilège. Ce que je voulais vous dire, c'est qu'il y avait, comment dirais-je, une discrimination positive. Toute ma vie, à Nanterre, j'ai été choyé. J'étais choyé bien qu'étant étranger, je dirais même parce que j'étais étranger. Et puis ça a été mon grand bonheur de toucher à toutes les disciplines. Les passerelles, le bonheur. Au Resto U, il y avait Le Monde, qui était là, fourni gratuitement, qu'on lisait. Au Resto U, on parlait de cinéma, on parlait de la dernière pièce de théâtre. Je me souviens qu'on était critiques, mais on organisait aussi des rencontres. Je me souviens, en première année, il y avait Louis Adam, qui donnait une conférence. Il était en première année comme nous. Donc on organisait des rencontres et avec des étudiants de première année qui donnaient des

conférences et qui se confrontaient aux professeurs. C'est fabuleux. Puis c'est fabuleux de se balader comme ça parmi toutes les sciences économiques et sociales, le droit.

Habib

C'était un autre temps, malheureusement. Ça ne vous aurait pas intéressé, à ce moment-là, au lieu de rentrer en Tunisie, d'essayer d'avoir un poste d'enseignant à Nanterre ?

Mahmoud

Je ne pouvais pas, parce que j'avais un seul DES. Si j'avais fait le deuxième DES de Sciences Po, le mémoire qui manque, j'aurais pu.

Habib

Mais est-ce que vous auriez voulu ?

Mahmoud

Mais je n'aurais pas voulu. J'aurais voulu être dans les deux. Je voulais rentrer en Tunisie.

Habib

Il fallait rentrer. J'essaie de vous faire dire le contraire, mais je n'y arriverai pas. Vous étiez déjà en couple ou pas ? Au moment où vous rentrez en Tunisie. Formellement, je veux dire, vous étiez marié ?

Mahmoud

Non. Ma femme actuelle, je l'ai connue six mois après mon retour en Tunisie. Mais je n'étais pas en couple avec une Française. J'avais quelques petites aventures. Mais pas installé formellement.

Habib

Et votre épouse que vous rencontrez après, elle est tunisienne ?

Mahmoud

C'est une Tunisienne.

Habib

C'est ma seule question, un peu privée.

Mahmoud

C'est les racines. Je suis content. Elle vient de Gafsa. Les racines de la Tunisie.

Habib

Ce n'est pas très loin de Metouia d'où vous êtes originaire par le grand-père, si j'ai bien compris. Donc, en Tunisie, vous intégrez l'université, vous vous installez ?

Mahmoud

Non, non, j'intègre le district de Tunis. C'est parce que je n'ai pas mon deuxième DES. J'ai un seul DES, je ne peux pas intégrer l'université.

Habib

Et donc, les problèmes d'aménagement à Tunis, vous êtes un peu responsable.

Mahmoud

Ah, oui. J'étais privilégié. Parce que j'ai eu le poste le plus élevé au district de Tunis. Chef de division à mon âge, des activités économiques et du transport. Qu'est-ce qu'il y a à part ça ? C'est le centre de la planification spatiale.

Habib

Vous aviez quel âge, 25 ans ?

Mahmoud

25 ans et demi. J'étais là, à la naissance de cette institution. Peut-être m'ont-ils pris, le jury m'a-t-il pris, parce qu'il a lu mon mémoire. Ils me l'ont demandé. Et ils m'ont pris avec le poste le plus élevé et le plus large, parce que j'ai fait mon mémoire de DES avec Jacques Valier sur la genèse du sous-développement en Tunisie. Il y avait à la fois l'économie, et je suis allé à l'époque, en 1974, vers les plus grands nouveaux penseurs.

Samir Amin avait écrit "L'accumulation à l'échelle mondiale" en 1974. André Gunder Frank, toute l'école de la dépendance latino-américaine. Et puis j'étais sur l'histoire de ce pays. J'articulais sous-développement et histoire et j'étais au niveau théorique le plus avancé. Donc j'articulais dans mon mémoire économie, société, sciences politiques et histoire. Et puis j'ai toujours bien rédigé, parce que comme je vous le disais, dès l'école primaire, bien que n'étant pas francophone, dans le parlé, dans la vie quotidienne, j'ai fait le lycée Carnot, j'ai fait le lycée Voltaire.

Et j'aime beaucoup la langue française, j'y fais très très attention. Donc c'était bien écrit. C'est probablement pour ça, je l'ai appris plus tard d'ailleurs, parce qu'ils ont lu mon mémoire, qui avait ses qualités, qui faisait 200 pages, alors que les mémoires faisaient combien, 40, 50 pages, qu'ils m'ont pris chef de la division des activités économiques et des transports. Et ce fut fabuleux, parce qu'à l'époque, en France, à Paris, en région parisienne, on créait les villes nouvelles, les quatre villes nouvelles, parce que le Grand Paris ne suffisait plus. Il fallait sortir de Paris. Alors comment sortir de Paris ? Donc c'était des villes nouvelles. Ici en Tunisie, à l'époque 75, on a écrit un premier ouvrage, "Tunis l'an 2000".

Donc c'est comme si maintenant on faisait Tunisie 2050. Et dans ça, on a pensé où est-ce qu'on va se développer ? De préférence à l'intérieur du bassin parce que c'est l'urbanisation la moins coûteuse. Les réseaux, tout ça, il faut qu'ils soient condensés. Et donc, on a fait la première grande étude et à l'inverse de la région parisienne, on a fait l'urbanisation à l'intérieur du bassin. Ça, c'était la grande vision. C'est une institution extrêmement prestigieuse, le district de Tunis. Elle a été dirigée par le premier ministre, le conseil d'administration. Et donc, on a commencé à créer tous les réseaux, SONEDE, STEG, Réseau routier, tout ça, à l'intérieur du bassin. L'urbanisation, le logement, tout. Et c'était nous qui détenions ça. Nous avons la vision globale.

Habib

Les études, qui les faisait ?

Mahmoud

Nous. C'était des chargés d'études, ceux qui ont travaillé et qui ont dominé par la suite. Parce que quand la SONEDE voulait faire son plan, qui lui disait oui ou non ? C'était nous. Quand la STEG voulait faire son réseau, qui lui disait oui ou non ? Quand ils voulaient faire des permis de construire, enfin, c'était les permis d'aménagement, qui leur disait oui ou non ? C'était nous. Donc l'institution centrale intellectuelle du pays, c'était devenu le district. On était dans une émulation exceptionnelle. On était des jeunes, on avait 25-30 ans. Tous. Mais tous extrêmement brillants. Nous travaillions à l'époque 10 heures par jour.

Habib

Vous vous rappelez qui était avec vous ?

Mahmoud

Ah oui, bien sûr. Ridha Azzabi était notre directeur général. C'était un ingénieur de grande école qui a travaillé à la municipalité de Tunis et qui est un grand intellectuel. Il nous faisait faire des conférences chaque semaine et il savait en faire le résumé, la synthèse, et puis donner des orientations avec Dominique Bécard à l'époque, qui occupait le poste, avant de venir en Tunisie, de chef de l'agglomération de Rennes. Rennes, c'était un peu la pointe de la France en termes de politique d'agglomération. Et lui, il est venu comme conseiller technique principal, c'était notre coordinateur. Donc on avait Azzabi. un grand, qui créait le débat, qui orientait les débats. Et on avait le conseil technique principal, Dominique Bécard. Ça, c'était l'équipe de direction et ensuite les chefs de division. Le premier d'entre eux, recruté, c'était moi et celui qui occupait la grande scène, en fait.

Habib

Et de l'extérieur, vous collaboriez avec des chercheurs à l'époque, des économistes, des aménageurs ?

Mahmoud

Non, non, non, ils étaient recrutés à l'intérieur. Mais nous dialoguions avec toutes les institutions tunisiennes.

Habib

Y compris l'université ?

Mahmoud

Non. Avec l'INS, avec les ministères impliqués qui faisaient l'urbanisation. On a fait plein de choses.

Habib

Quelqu'un comme Azzam Mahjoub, vous l'avez connu ?

Mahmoud

Oui, c'était mon ami. Ah oui. Azzam Mahjoub, extraordinaire.

Habib

Vous n'avez jamais travaillé ensemble ?

Mahmoud

Si, on a produit ensemble. Azzam Mahjoub a instauré une petite révolution à la faculté. Il a ouvert la faculté au monde, on a créé ensemble, mais c'est lui qui en était l'initiateur, le GREDET, le groupe de recherche sur l'économie du développement. C'était un groupe qui était fait d'économistes et d'ingénieurs et qui a produit un excellent travail sous l'inspiration de Azzam. Azzam a fait venir ici de très grands économistes mondiaux. Il y avait ce qu'on appelait à l'époque l'école française de la régulation. Elle était extrêmement importante. Elle était initiée par des économistes qui avaient fait polytechnique. Et il les a fait venir enseigner ici. Il y a aussi un grand économiste critique, de pointe, américain. J'ai oublié son nom. Il l'a fait venir ici aussi. Azzam c'était l'ouverture de la faculté sur l'univers intellectuel mondial, le plus avancé. Et c'était aussi la pensée de Marx. Azzam a enseigné aussi Marx.

Habib

Et il est resté marxiste.

Mahmoud

Et il est resté marxien comme moi. C'était un grand, Azzam, il était très gentil, très généreux.

Habib

Il a été très mal récompensé à la fin de sa carrière, rentrez chez vous, le contrat est terminé.

Mahmoud

Non, non. Non, je me souviens.

Habib

La retraite, je veux dire.

Mahmoud

Voilà, mais nous tous. Nous tous. Parce que la prolongation de la carrière au-delà de 60 ans était une décision politique. Le pouvoir sélectionnait à qui il voulait donner prolongation et à qui ils ne voulaient pas. J'étais membre du parti Ettajdid. Ahmed Ibrahim, qui était notre secrétaire général, a présenté sa demande. Il a essuyé un refus. Azzam probablement aussi. Moi, je n'ai pas voulu présenter de demande. Je savais qu'elle

serait refusée et je ne voulais pas leur donner l'occasion de me refuser. Donc, j'ai quitté la vie académique à 60 ans. Ça fait 17 ans que j'ai quitté l'université.

Habib

Après une longue carrière riche, vous avez produit. Vous avez énormément produit.

Mahmoud

Oui, j'ai produit. Mais j'ai encore plus produit depuis que je suis à la retraite. J'ai produit des idées, des articles, des livres collectifs. Mais ma plus grande production, c'est quand je n'avais plus à enseigner, à diriger des étudiants. Et vous savez, quand on quittait l'université à l'époque, on n'avait même plus le droit de diriger des thèses. Et on ne pouvait même plus siéger dans un jury. Donc nos étudiants que nous suivions se trouvaient du jour au lendemain sans leur directeur de thèse. Voilà la sélection politique sous Ben Ali. Et Azzam était de ceux-là. Azzam était un homme critique de la société, critique du pouvoir, et donc on ne lui a pas accordé la possibilité d'aller au-delà de l'âge de 60 ans.

Habib

J'ai eu la chance de l'interviewer dans le même programme et son interview est en accès libre sur Internet, bien sûr, comme toutes les autres.

Mahmoud

Très bien, je le regarderai volontiers. C'est un grand ami. C'est un très grand ami.

Habib

Une grande perte. Mais qu'est-ce qui fait marcher le chercheur Mahmoud Ben Romdhan ? Qu'est-ce qui vous fait marcher ? Quel sujet, sans trop de recherche, vous pensez à quoi en vous levant le matin ? En tant que chercheur, on arrivera aux autres casquettes après.

Mahmoud

Le chercheur vient, à mon avis, de Nanterre. La pensée. La pensée. La découverte. C'est ce qui à mon avis, a fondé ma personnalité. C'est l'amour des idées, l'amour de la création, l'émerveillement devant la création.

Deux, mon combat politique et mon combat pour les droits humains. Ma connaissance des figures intellectuelles à chaque fois. Vous savez, j'ai commencé au district aussi. Et j'ai joué ce rôle. J'ai été formé à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne à l'époque. Parce qu'il n'y avait pas de formation donnée dans les universités. J'ai fait le GLC, le Great London Council. Ensuite, Amnesty. J'étais avec les prisonniers politiques qui venaient de quitter la prison.

Habib

Vous en étiez président à un moment.

Mahmoud

Oui, je suis membre fondateur avec mes amis qui sortaient de prison, à l'époque, en 1981, il y avait beaucoup de libérations. Habib Achour et toute la gauche tunisienne qui a été libérée, l'a été en 1980-81. C'est à ce moment-là qu'avec eux, nous créons les premiers groupes d'Amnesty international. J'ai été le secrétaire général. J'habitais le troisième étage du 48 rue Ibn Khaldoun, à Tunis et Sadek Marzouk, notre président, était avocat au deuxième. Donc, j'étais un peu l'administration. Et avec Sadek, qui était le président, on se réunissait tout le temps. On se réunissait chez lui et moi, j'étais un peu l'administration. Tous les dossiers, c'est moi qui en prenais soin. Et j'étais avec des figures. Ceux qui étaient détenus et de gauche nourrissaient une vision. Ce n'était pas n'importe qui, c'était des gens extrêmement brillants, Nouredine Abdelkader, Rachid Bellalouna, c'est des géants ! J'étais avec eux et j'étais au district, je préparais ma thèse, tout ça en ébullition, et je viens d'où ? De ce que je vous ai dit, Nanterre. Et puis, j'étais en même temps syndicaliste. J'étais celui qui coordonnait le programme économique et social de l'UGTT en 1985. Habib Achour a dit au gouvernement, vous, vous avez votre programme économique et social. Nous aussi. Et moi, j'en étais le coordinateur. Parce que je suis syndicaliste. Et au district, j'ai créé l'UGTT, le syndicat du district de Tunis. Notre directeur général m'a dit, Si Mahmoud, vous êtes un cadre, vous n'êtes pas un syndicaliste. Bon, oui, moi j'en étais.

Habib

“De quoi je me mêle” j'allais dire, “pourquoi le syndicat ?”

Mahmoud

C'est ce qu'il m'a dit. Je suis de gauche. A l'époque, il n'y avait pas de parti politique d'opposition, en 1975, il n'y en avait pas. Donc ce qui était en même temps revendication ouvrière, salariale et démocratie, lutte pour la démocratie, c'était l'UGTT. Et puis, comme je vous le disais aussi, je viens de la gauche. Che Guevara, Marx, etc. Donc pourquoi je produis ? J'ai toujours été dans la création et dans la pensée. Le district de Tunis, il fallait produire quelque chose de nouveau.

Habib

Et après, les programmes de recherche, les livres, les enseignements, c'était autour de quoi ? Il y avait un thème de préférence sur lequel vous avez plus investi que d'autres ?

Mahmoud

C'est toujours, toujours, l'économie, la société, la politique, la science politique. Et récemment, avec mon dernier livre, c'est l'histoire. Encore que dans mon mémoire de DES, comme je vous l'ai dit, j'ai fait la genèse du sous-développement en Tunisie. Donc je suis revenu à l'histoire du 18e, 19e siècle.

Habib

Et vous complétez avec la thèse, rappelez-moi le titre.

Mahmoud

Le titre, c'est "Accumulation du capital", c'est économique, et "les classes sociales depuis l'indépendance", en Tunisie. Donc, vous voyez, j'ai toujours été dans *political economist*. Et j'ai toujours été dans mon approche des choses, Sciences Po, éco, socio, histoire.

Habib

Au moment où vous rédigez votre thèse, vous travailliez sur votre thèse, donc il y avait de la réflexion, des analyses. C'est un moment important où on fixe des idées. Comment vous regardiez à ce moment-là, et peut-être après, mais surtout à ce moment-là, comment vous regardiez l'expérience des coopératives de Ahmed Ben Salah, pendant les années 60 ?

Mahmoud

J'ai appliqué mes concepts. Oui. Pour moi, ce n'était pas une expérience socialiste, c'était du capitalisme d'État. Les coopératives n'étaient pas coopératives, elles étaient administrées. C'était un processus de dépossession des producteurs directs, les agriculteurs, les petits, parce qu'à la fin, c'était la grande bourgeoisie agraire. Au début, c'était les petits et ils étaient administrés. Donc c'est un capitalisme d'État, c'est ce que je disais. Et donc je n'avais pas de sympathie.

Habib

Et ça a changé depuis ? Vous avez le même regard sur cette expérience ?

Mahmoud

Ah oui, oui, oui. Et je connaissais très bien la situation de toutes les coopératives. Parce qu'il y avait un ingénieur français qui les suivait, Jacques Chérel, et il montrait comment étaient les rapports de production, comment les agriculteurs, petits d'abord, étaient soumis. Ils étaient mécontents parce qu'on les dépossessionnait, parce que le petit agriculteur est un travailleur libre. Il cultive son champ de la manière qu'il veut, quand il veut. Et quand il y a eu des coopératives créées, c'était les gérants, des administrateurs, qui fixaient les ordres de travail administratifs et qui décidaient de quoi produire, comment produire. Ils étaient devenus des serfs. Donc j'ai fortement critiqué et j'ai montré que ce n'était pas du socialisme, c'est du capitalisme d'État. Et d'ailleurs, ce qui s'est produit, la grande crise, c'est parce que les travailleurs directs, les agriculteurs dépossessionnés, ont mené une immense révolte, des morts, qui a fait arrêter à Bourguiba l'expérience dite coopérative, qui n'en était pas.

Habib

Rappelez-nous la date approximative.

Mahmoud

L'expérience coopérative a commencé à partir de 1962, réellement, à partir de 1964. Pourquoi 1964 ? Parce que Bourguiba avait décidé en 1964 de nationaliser les terres des colons, toutes les terres des colons. Et il avait pris cette décision sans en aviser personne. Ben Salah ne le savait pas. Bourguiba a annoncé à la radio qu'il nationalisait toutes les terres des colons, 800.000 hectares parmi les plus productifs du pays. Ça fait un

cinquième de la surface agricole utile, mais en termes de richesse créée, ça devait être la moitié. Et Bourguiba a pris cette décision. Donc, la mise en coopérative a commencé par le regroupement des terres des petits agriculteurs autour de ces noyaux agricoles appropriés par l'État tunisien, qui étaient les terres des colons. C'est comme ça qu'a commencé la coopérative. Elle a vraiment commencé à partir de 1964. C'est lier des terres de petits agriculteurs à un noyau de terre de colons qui avaient toutes les infrastructures nécessaires, les tracteurs, tous les équipements agricoles, donc cette terre de colons autour de laquelle ont été agglutinés les petits agriculteurs. C'est à partir de ce moment-là, réellement, qu'a commencé l'expérience coopérative.

Habib

Et le soulèvement que vous avez évoqué, c'était quelle année ?

Mahmoud

Le soulèvement a commencé, il n'y avait pas de liberté de la presse, certainement beaucoup de soulèvements, mais le soulèvement qui est clair, c'est en 1969. Il y a des morts à Ouardanine. Il y avait un mécontentement sourd mais qui était étouffé. Il y a eu la plus grande explosion qui a montré que ce système était inadmissible. Mais en 68 déjà, Ahmed Mestiri, qui était ministre, a démissionné du gouvernement le 2 janvier 1968. Parce qu'il s'opposait à la politique des coopératives.

Habib

C'était la raison principale ?

Mahmoud

Ah oui, la raison principale. Il avait raison. Il était courageux. Pour démissionner du gouvernement sous Bourguiba, il faut le faire. Il l'a fait. C'est pour ça qu'à mon avis Ahmed Mestiri est le plus grand personnage politique de la Tunisie, bien sûr après Bourguiba. C'est un défenseur des libertés. Mais c'est celui qui, en 1971, a eu la majorité au sein du parti. Il voulait démocratiser le parti. Monastir 1, qui a été défait par Bourguiba. Monastir 2, deux années plus tard. 73.

Habib

Juste comme ça, parce que c'est aussi quelqu'un que j'ai rencontré, que j'ai interviewé. À l'époque, vous aviez des relations avec Gilbert Naccache ?

Mahmoud

Oui. Bien sûr.

Habib

Qui était extrêmement critique, qui était ingénieur agronome, Naccache.

Mahmoud

Oui, c'était un ingénieur agronome brillant. Il a fait la meilleure école d'agriculture en France. Il a fait Grignon. Il est rentré en Tunisie et il a fait de la prison. C'était un maoïste.

Habib

1974, il est entré en prison, je crois.

Mahmoud

Non, non, il est sorti de prison en 1981. Bon, il a fait une longue période de prison. Je pense que même avant cela, dans les années 60, il était en prison. Je l'ai connu. On n'a pas fait Amnesty, ça ne l'intéressait pas.

Habib

Et vous n'avez pas travaillé spécialement ensemble ? Je n'ai pas trouvé de publications communes, mais je n'ai peut-être pas tout vu.

Mahmoud

Non, il n'a pas beaucoup produit. Il a produit un ou deux livres.

Habib

Oui. Quelques articles.

Mahmoud

Oui. Bon, et je n'ai pas d'atomes crochus avec lui.

Habib

Idéologiquement ?

Mahmoud

Oui. Je trouve qu'il est un peu carré, ce que je ne suis pas.

Habib

J'aime bien la formule. Mais c'est très clair. Et après, on vous trouve aussi, parallèlement à ce que vous faites dans vos spécialités en tant qu'économiste, en tant que sociologue aussi, vous avez fait des choses en tant que sociologue, mais on vous trouve activiste politique. Vous étiez militant du syndicat, on en a parlé. Vous étiez Ettajdid. *Hizb Ettajdid*. C'était une évidence pour vous de rejoindre un parti politique et d'être actif politiquement ? C'était une évidence pour vous ?

Mahmoud

Pas du tout. Deuxièmement, j'ai fait les droits humains, j'ai fait Amnesty. Et d'où vient aussi ma pensée ? C'est que l'élite du monde se trouve à Amnesty. J'ai été l'un des fondateurs d'Amnesty Tunisie, les premiers groupes. J'étais secrétaire général depuis le début, j'en suis devenu président. À Amnesty, on a seulement trois mandats au maximum, de deux ans chacun. J'ai terminé tous mes mandats en Tunisie parce que la section tunisienne a été reconnue les premiers mois du printemps tunisien avec Ben Ali. Nous avons eu le visa après sept demandes refusées, le 12 avril 1988. Ben Ali était là depuis trois, quatre mois. Donc, il voulait montrer un beau visage, il nous a reconnus en tant que section. À Amnesty, pour devenir une section, c'est-à-dire devenir le représentant du

mouvement mondial, dans le pays, c'est une immense responsabilité qui est confiée par le mouvement mondial que cette reconnaissance. Généralement, le processus de reconnaissance de groupe en section prend trois ans.

Nous, c'est le 12 avril qu'on a été reconnus comme association, au mois de juin suivant, nous sommes devenus une section. Nous étions la section du tiers-monde la plus avancée, la plus active, la plus extraordinaire. Et toutes les sections du tiers-monde étaient dépendantes du mouvement au plan financier. Nous, nous étions excédentaires. Et nous étions des militants, des vrais militants. L'image de la Tunisie, c'est la plus belle section du tiers-monde. Et nous étions poursuivis. Qu'est-ce qu'on faisait comme travail ? C'était demander la libération des prisonniers à travers le monde. Et nous ne nous occupions pas de la Tunisie. Il y avait à l'époque la règle de travail sur son propre pays. Et nous y étions très attachés. Très attachés. Parce que ce qui nous intéressait, les prisonniers qui venaient de sortir étaient des prisonniers qui avaient été adoptés par le mouvement mondial de plusieurs pays du monde. Donc ce qu'ils ont voulu, c'était rendre la dette. Ce dont ils ont bénéficié, ils voulaient en faire eux aussi bénéficier aux prisonniers d'opinion du monde. Donc une très belle section. Et Amnesty, ensuite j'ai été élu au comité exécutif international. La première, la deuxième et la troisième fois. 1995, 1997, 1999. Et je suis devenu le président du mouvement mondial. J'avais tous les secrets, tous les chefs d'État, je les rencontrais. Et Amnesty, à mon avis, c'est la plus belle organisation que le monde a créée.

Habib

Plus belle que Ettajdid ?

Mahmoud

Bien sûr, ça n'a rien à voir. Non, c'est autre chose Ettajdid. La plus belle organisation du monde, je vous le dis aujourd'hui, c'est Amnesty. Lisez ce que fait Amnesty, les positions qu'elle prend, exceptionnelles.

Habib

Vous êtes toujours membre actif ?

Mahmoud

Ce n'est pas la règle chez Amnesty, ce n'est pas la tradition. Quand on termine, il faut laisser la place. Je peux être membre de base. En 2004, j'ai dirigé une mission de haut niveau en Irak, trois ans après avoir quitté le mouvement. Mais c'est exceptionnel qu'on confie des missions à un ancien dirigeant. La règle, c'est de se faire tout petit, laisser la place à d'autres. Ce qui crée le droit humanitaire, les droits humains, c'est Amnesty. Ce n'est pas l'ONU, l'ONU prend ce que fait Amnesty. Et les grands personnages de l'ONU, c'était des dirigeants d'Amnesty.

Habib

On va revenir à la Tunisie.

Mahmoud

Oui. Alors, donc, j'ai été élu tout de suite. Et puis, la police aussi est venue nous chercher, parce qu'Amnesty est la première organisation à avoir fait un rapport sur la torture en Tunisie, en 1992. Et donc, la police est descendue, elle a pourchassé tous les libraires qui vendaient de la littérature d'Amnesty. Et nous étions aussi interrogés. Ils nous faisaient planer des menaces de torture. Donc tout de suite, on m'a invité au mouvement mondial. Ils savaient que la section était une section résistante extrêmement active et qu'elle avait des convictions extrêmement fortes. Donc j'ai été élu. 95, 97, 99, je suis devenu le président.

Habib

On va revenir à la Tunisie, si vous permettez. Et surtout à vous.

Mahmoud

Amnesty, c'est la Tunisie aussi.

Habib

Oui, et vous étiez aussi membre du parti Ettajdid. Comment vous êtes arrivé là-dedans ?

Mahmoud

Non, voilà. J'ai fait mes missions Amnesty. J'ai terminé mes mandats Amnesty au terme de 20 ans de militantisme. Donc je ne pouvais pas, pendant que j'étais à Amnesty, faire de la politique tunisienne. J'ai commencé à faire de la politique tunisienne.

Habib

À partir de quelle année ?

Mahmoud

2003-2004. J'ai terminé mes mandats Amnesty 2001.

Habib

Ça, c'est fait. Vous vous intéressez de nouveau à la Tunisie ?

Mahmoud

Oui, je me suis toujours intéressé à la Tunisie, mais je ne pouvais pas m'impliquer publiquement. Une opportunité s'ouvre en Tunisie pour la première fois de son histoire. La nouvelle constitution de Ben Ali autorise les membres dirigeants d'un parti politique parlementaire à se présenter aux élections présidentielles. La première fois. Partis parlementaires. Tous les partis étaient des partis soumis. Ils étaient tous à la botte de Ben Ali, y compris Ettajdid. Sauf que, à partir de 2001, le parti Ettajdid change de position. Il y a un certain nombre de militants, dirigeants, Ahmed Brahim, Jounaïdi Abdeljaoued, Hichem Skik, qui se battent et qui font changer la position de parti soutien critique, mais surtout soutien, à parti soutien très critique. Critique peut être soutien. Donc le parti Ettajdid est devenu, bien qu'étant parlementaire, un parti d'opposition. De gauche. Bon, à

l'époque, il n'était pas tellement de gauche. Et moi, j'étais outré. Outré. Les intellectuels disaient, ah non, moi, je ne fais pas de politique. Moi, je me suis dit, ce parti ne fera rien.

Habib

Vous étiez membre, déjà.

Mahmoud

Non, je n'étais pas membre. J'ai commencé par dire, moi, je suis avec X, Y et Z. Je vous ai donné des noms, c'est-à-dire la tendance de gauche critique. Ahmed Brahim, Jounaïdi Abdeljaouad, Skik. C'était le noyau critique. Et je l'ai dit pour montrer que je n'étais pas avec, il y a des noms que je ne souhaite pas vous dire, ils sont morts, paix à leur âme. Donc, il y avait une bataille. On a créé ce qu'on a appelé l'initiative démocratique. Qu'est-ce que c'était l'initiative démocratique ? C'était présenter un candidat contre Ben Ali. Avec Mohamed Sharfi, le premier président de la Ligue, on est allés voir ensemble la direction de Ettajdid et on a soumis l'offre. Est-ce que vous voulez bien présenter avec notre contribution et peut-être avec la contribution d'autres partis, un membre de votre direction aux prochaines élections de 2004 ? La réponse a été "oui, s'il y a une mobilisation suffisante". Donc on est allés faire le tour de tous les partis, ils ont tous refusé. Soit l'extrême gauche, qui ne voulait pas parce qu'elle était trop opposée, le MDS non plus ne voulait pas, et parce que nous-mêmes ne sommes pas allés le voir, parce qu'il y avait des proches de Ben Ali.

On n'a eu qu'un parti, un parti socialiste très petit, et puis beaucoup d'indépendants. Donc, on a mené la campagne, et nous étions les seuls à faire la campagne, parce que le parti au pouvoir ne voulait pas la faire, c'était gagné. Et il n'y en avait pas d'autre. Et nous sommes allés dans les quartiers populaires. Hayat Adam, tout ça. Et bien sûr, il y avait les milices du parti. On est allés faire presque de la boxe contre eux. Et on a fait campagne. Et bon, il y avait Salah Zridi à l'époque, il y avait beaucoup d'indépendants. Il y avait Sana Ben Achour, beaucoup d'indépendants. Et on a fait une très belle campagne. 2004 était terminé, on a dénoncé, parce qu'il y avait toutes les falsifications, tout, tout. On a donné une conférence de presse. Après il y a eu les élections municipales. On a participé avec Ettajdid aux élections municipales.

Ensuite, sur cette expérience, on nous a demandé, nous allons tenir notre congrès, "voulez-vous entrer dans notre parti, en faire partie ?" Moi j'ai dit oui. Les autres amis ne voulaient pas. Mais moi j'ai dit oui. Quand j'ai dit oui, les amis ont dit, d'accord, nous aussi. Et j'ai posé les conditions de notre entrée. On prépare le congrès ensemble, dans l'opposition. On fait un accord, 39 indépendants, 39 délégués ensemble, et on prépare le congrès. C'est ce qui s'est passé. Je pensais que tous les indépendants seraient d'accord pour aller sur ligne de gauche et éviter certains personnages. Entre temps, certains d'entre eux ont fait autre chose. Mais, avec notre alliance, avec ce groupe que je vous ai indiqué, on a remporté très, très, très, très largement les élections au sein du parti Ettajdid. Je ne voulais pas être premier parce que je savais que ce parti n'aurait aucune force et que le jeu politique en Tunisie était fait. C'était presque de la figuration. Je le savais. Mais il faut donner de l'espoir aux gens. Il faut leur montrer qu'il y a quelque chose en Tunisie.

Habib

Malheureusement, le temps va trop vite et j'ai encore quelques questions donc on va sauter quelques années. Là, on a compris un peu comment on voit les relations avec Ettajdid. La révolution. Maintenant, on est 2025. Qu'est-ce qui s'est passé pendant ces dix années-là ? C'est quoi cette révolution ? C'est quoi cette histoire ? Comment vous, vous l'avez vécue, analysée, vue ?

Mahmoud

Bon. Je viens de produire mon livre de vie. Il s'appelle "La Révolution tunisienne, une longue œuvre historique".

Habib

En une phrase, vous pouvez le résumer ?

Mahmoud

Oui. Ce que je dis, c'est que la révolution tunisienne est la première et dernière révolution mondiale du XXI^e siècle. Une révolution démocratique ne tombe pas du ciel. Elle requiert la construction préalable d'un certain nombre d'institutions qui se construisent dans l'histoire. Si le monde arabe est une terre inhospitalière à toute révolution démocratique, c'est parce qu'il n'a pas construit ses institutions. Une révolution, c'est un moment tectonique. Ce n'est pas un temps droit monotone. C'est un tremblement de terre, c'est le passage de l'ancien système autoritaire au début d'un système démocratique où commence le citoyen. Démocratie, citoyen. À l'échelle de la société, le régime politique, démocratie, à l'échelle de l'individu qui devient citoyen. Citoyen, c'est-à-dire détenteur de tous les droits et de toutes les libertés et qui devient, lui, le créateur des dirigeants. C'est un système où le citoyen nomme le dirigeant et où il bénéficie de tous les droits et de toutes les libertés. Voilà la démocratie. Voilà l'individu citoyen. Nous l'avons connu à partir de 2011. 2011, une révolution qui est encore aujourd'hui la seule à l'échelle planétaire et qui est une grande révolution parce qu'elle a créé le printemps arabe.

Commence ici la révolution, elle fait vent dans pratiquement tous les pays du monde arabe. C'est une grande révolution, dite grande révolution quand elle exerce un effet à l'échelle régionale et internationale. Le cas de la Tunisie, c'est que c'est une grande révolution. Elle a créé tout le printemps arabe. Maintenant, la révolution n'est pas une ligne droite. C'est un moment. Le moment révolutionnaire est un moment tectonique. Il y a le moment et puis il y a des répliques. Les répliques sont les autres moments qui peuvent être opposés.

Nous avons bâti toutes les institutions dès les années 2000. Toutes les institutions nécessaires à la création d'une société démocratique, à une révolution, étaient accomplies, sauf une chose, la citoyenneté. L'individu n'était pas un citoyen et l'État était un État autoritaire. La révolution, c'est le dernier étage. Le régime démocratique, l'individu, citoyen. Mais ce n'est pas un moment monotone. Il y a des retours en arrière, il y a des avancées, boom, d'autres booms.

Habib

Mais quand un citoyen naît, il ne cesse pas de temps en temps d'être citoyen. Théoriquement, il devrait rester tout le temps citoyen.

Mahmoud

Non, parce qu'il y a des élections. Les régimes démocratiques, c'est des élections. Que s'est-il passé ? Il s'est passé qu'on s'est préparé à l'autorité de la loi. Tout le processus qui va de la révolution elle-même jusqu'au 23 octobre 2011, on a préparé toutes les règles de la démocratie, on l'a fait dans le droit. Le droit. Et puis qui a triomphé des premières élections ? Un parti totalitaire, En-Nahdha, dont l'offre c'était *El-Khilafa es-sedsa*, le sixième califat. Qu'est-ce que le califat ? C'est la Tunisie, province d'un empire où il n'y a ni État, puisqu'on devient gouverneur tunisien, ni nation tunisienne, puisqu'on est membre d'un empire, ni l'individu, ni la démocratie. Donc, tout ce qui constitue les institutions nécessaires à la démocratie sont balayées avec le mot d'ordre.

Habib

Mais ils étaient quand même élus. C'est la démocratie. Depuis tout à l'heure, on a discuté par rapport à la Chine, par rapport à d'autres pays, entre pays démocratiques, système démocratique et système autoritaire. Vous ne pouvez pas établir une démocratie et dire, ah, le résultat n'est pas bon.

Mahmoud

Non, non. Je vous ai décrit ce qui s'est passé. Pour dire que le parti vainqueur avait pour objectif d'annuler toutes les institutions qui ont été bâties par ce pays pour donner lieu à un régime démocratique. C'est tout. Et que c'est un parti par ailleurs totalitaire, élu. Tocqueville parle de dictature des élections. Hitler a été élu démocratiquement en 1933. La dictature du peuple. Le peuple peut élire des tendances totalitaires. Et c'est ce qui s'est passé, c'est la vie. Bon, ça c'est le premier moment. Ensuite, on a mis dehors cette Troïka parce qu'elle était restée au pouvoir au-delà du temps qu'il lui avait été officiellement imparti. Elle devait avoir achevé la promulgation de la Constitution en une année. Elle est restée deux ans et demi. On a fait un mouvement pour la mettre dehors. *Erhal. Erhal*, c'est-à-dire dehors. On a réussi. 2014. On les a mis dehors et on a créé, j'ai été de ceux qui ont été à l'origine de la fondation d'un nouveau parti, Nidaa Tounis, avec Béji Caïd Essebsi comme leader. On a gagné et on a mis dehors En-Nahda, et on a offert une alternative aux Tunisiens. C'est une orientation démocratique et progressiste. Et la Tunisie a eu le prix Nobel de la paix en 2015.

Habib

Ce n'était pas en compensation de 2014, c'était en compensation de 2011.

Mahmoud

Non, c'était en compensation de tout un processus. En particulier, ce qui s'est passé, les élections qui ont été gagnées par un parti démocratique, moderniste, contre Nahda. On a chassé Nahda. C'est la première fois, et c'est encore jusqu'ici la dernière fois, qu'on chasse un parti totalitaire dans le monde arabo-musulman de manière pacifique. On les a battus par les urnes.

Habib

Caïd Essebsi s'est lié après avec Nahda.

Mahmoud

Voilà ! C'est pour ça que je vous parle des moments. La démocratie, c'est un moment tectonique. Ensuite, nous avons gagné et nous les avons sortis. C'est la première fois et dernière fois qu'un mouvement frère musulman était chassé du pouvoir démocratiquement.

Habib

Il est sorti par la porte et il est revenu par la fenêtre !

Mahmoud

Je continue l'histoire. Je vous ai dit, ce n'est pas un long fleuve tranquille. Ensuite, Béji Caïd Essebsi fait un coup d'état à l'intérieur du parti et il donne le pouvoir à son fils. Et son fils, et lui-même bien avant, mais c'est surtout son fils, fait une coalition avec Nahdha. C'est le deuxième grand moment, Nidaa, de l'euphorie à la trahison. Ensuite vient une alliance entre une association caritative, un Berlusconi tunisien, et En-Nahdha, alors que dans la campagne, ils se disaient les plus grandes méchancetés. Et ensuite, vient le moment Kaïs Saïed. Nous en sommes à la quatrième réplique, qui n'est pas la dernière. Cette réplique sera suivie d'autres répliques. Telles sont les révolutions démocratiques.

Habib

Est-ce qu'aujourd'hui, en 2025, vous pouvez encore dire que le citoyen né en 2011 est encore là ?

Mahmoud

Oui, de plus en plus maintenant. Je ne sais pas si vous êtes en train de suivre l'actualité, les mouvements sociaux et les mouvements politiques dans le pays, oui, de plus en plus.

Habib

Le retournement ou le changement de situation après, surtout 2021, avec le changement du système politique, quasiment, je ne sais pas si vous êtes d'accord avec moi, ce citoyen, il n'a pas disparu, il est toujours là ?

Mahmoud

Oui. Ça dépend des conjonctures. Il y a des moments où le pouvoir bénéficie d'un soutien populaire très important et entre dans une politique qui bannit la société. Les partis politiques, bannis, les associations de la société civile, en particulier l'UGTT, et tout le mouvement associatif. Donc, ils sont tous sous l'emprise d'un homme qui est demandé par le peuple, d'un homme de la vertu.

Habib

Encore aujourd'hui ?

Mahmoud

Non, c'est pour ça que je vous dis plus aujourd'hui. Mais pendant tout un moment, il est une rencontre avec le peuple. Il est vertueux. Et le peuple en a marre de ceux qui ont gouverné ce pays et qui ont pratiquement tous été corrompus.

Habib

Et le vertueux, c'est public on ne parle pas des archives, on parle de Kaïs Saïed, bien sûr.

Mahmoud

Bien sûr. Ce que je dis, c'est que la révolution tunisienne a eu deux voies. Hannah Arendt, dans son étude des révolutions, parle de la révolution française et de la révolution américaine. Toutes les deux avaient au départ, comme règle, comme objectif, le droit. La révolution française avait la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et en Amérique, les pères fondateurs, étaient pour le droit.

Habib

Est-ce que maintenant en 2025, pardon je presse un peu pour ne pas trop dépasser le cadre du temps, est-ce qu'il y a un risque de réinstauration d'un système complètement totalitaire ?

Mahmoud

Bien sûr, nous y sommes. Si ça continue longtemps, nous y sommes. Parce que les sociétés vivantes, les sociétés démocratiques ont des moteurs. Le premier moteur, c'est les partis politiques. Il n'y a pas de démocratie sans partis politiques. Sauf dans l'Athènes ou Syracuse, Sparte, pardon. Par les temps modernes, il n'y a de démocratie que dans la compétition électorale avec des partis politiques et avec une société civile et des contre-pouvoirs. Depuis 2021, il n'y a plus de partis politiques, ils sont abolis. Un parti politique, sa raison d'être, c'est la prise ou la participation au pouvoir politique à travers des élections.

Les partis politiques n'existent pas dans les élections tunisiennes. Nous sommes passés d'un scrutin de liste à un scrutin uninominal, c'est-à-dire des noms. Les assemblées qui existent, n'y ont concouru que des individus, pas des partis politiques. Ils sont exclus. Leurs dirigeants sont souvent en prison, ajouté à cela. Mais déjà, il suffisait de la première mesure, puisqu'ils ne participent plus au pouvoir politique. Les associations, la plus importante d'entre elles, c'est l'UGTT, qui a toujours fait partie de la vie associative, civile dans ce pays. Elle n'existe plus non plus. Parce qu'il y a le tripartisme dans ce pays. Il y a le gouvernement, le patronat et les organisations, l'UGTT, l'organisation des agriculteurs. Toute la vie de la Tunisie, ça a été cela. Aujourd'hui, il n'y a plus d'UGTT. Du tout. Elle ne participe plus au tripartisme, ni à la négociation sociale. Il n'y a plus de réunion avec elle. Elle est ignorée. Et tout ce dont elle a bénéficié, c'est-à-dire du détachement de permanents pour pouvoir tenir tous les bureaux de l'UGTT, parce que la plus grande organisation de ce pays, qui a 900 000 à 1 million d'adhérents, c'est l'UGTT, tous ont été retirés. Même récemment maintenant, dans le conseil d'administration des caisses de sécurité sociale, l'UGTT ne siège plus. Elle a bien demandé qu'il y ait des négociations, Le pouvoir est celui d'un seul et celui d'un solitaire.

Habib

Est-ce que vous restez quand même, par l'expérience et par tout ce que vous avez connu dans votre vie, optimiste ?

Mahmoud

Ah oui, oui, bien sûr. Je pense que la société est dans une phase dynamique. Il y aura la démocratie. dans pas très longtemps.

Habib

Ce qui s'est passé à Gabès récemment, ça en fait partie de cette dynamique ?

Mahmoud

Cela en fait partie. Tout à fait. C'est un mouvement social qui a fait participer toute la société gabésienne. Toute la société gabésienne. On a dit 100 à 110 000 manifestants, ensuite, 40 à 45 000 manifestants. Et ça continue. Et c'est un problème qui n'est pas facile. C'est une société fortement agressée par la pollution atmosphérique, la pollution hydrique, alors que c'est la plus belle baie de la Méditerranée. Vous êtes géographe, vous le savez ça beaucoup mieux que moi. Et ça va continuer. Et c'est compliqué. Gabès, c'est très compliqué. Leur revendication, fermer les usines, ils ont tout à fait raison, parce qu'ils crèvent. Si on ferme, et vous êtes géographe, il y a au moins 3000 emplois qui sont liés à la transformation des produits, qui risquent de disparaître. Ça, c'est le noyau. Et vous savez qu'il y a des emplois induits. La moitié, je dis comme ça, des emplois à Gabès sont soit directement des emplois dans des industries chimiques liées au phosphate, soit des emplois induits. Bon, on ferme demain matin. Qui va les nourrir ? Qui va les nourrir ? Donc, c'est une situation extrêmement compliquée. Et ça ne va pas être résolu du jour au lendemain. Ça va durer une génération. C'est trop compliqué.

Habib

Et on fait comment ? C'est quoi la solution aujourd'hui ?

Mahmoud

La solution, c'est la démocratie. C'est dire la vérité et négocier. Trouver des solutions ensemble. Par le dialogue. Par le dialogue. Le pouvoir est incapable de dialogue. Et c'est pour ça qu'il ne trouve pas la solution. Il ne va pas la trouver. Parce que c'est le pouvoir d'un seul solitaire. Il ne trouvera pas la solution. Donc, Gabès, c'est un problème pour la Tunisie, un immense problème pour la Tunisie, qui va durer 25 ans.

Habib

D'accord. Mais c'est une belle perspective !

Mahmoud

Oui, mais c'est une population rebelle et tout le peuple tunisien est avec eux. Et le pouvoir ne sait pas quoi faire parce qu'il ne sait pas dialoguer. Et c'est compliqué. Pour vous, pour moi, c'est compliqué. Pour nous tous ensemble, c'est compliqué. Et la démocratie, elle revient. Aujourd'hui, Aujourd'hui.

Habib

C'est ce qui démontre que vous restiez optimiste.

Mahmoud

Absolument. Même si le pouvoir ne l'est pas, et il ne l'a pas été, on a eu le pire, le totalitarisme, les Tunisiens l'ont battu. Donc il y a des flux et des refus. Et la Révolution française n'a pas réussi, elle a mis presque un siècle à revenir à ses promesses premières, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la démocratie s'est faite avec la Troisième République en 1871.

Habib

On a fait un grand tour avec vous, Si Mahmoud, je reviens à quelque chose, on aurait pu commencer par là d'ailleurs. Beït-el-Hikma. Vous pouvez nous en dire un peu plus ? C'est l'académie des sciences, de la littérature et des arts. C'est quoi cette institution ?

Mahmoud

Premièrement, c'est le plus beau palais de Tunisie. Je rends hommage à ceux qui ont dirigé la Tunisie pour avoir confié ce plus beau palais à l'élite de l'élite tunisienne que la Tunisie a constituée depuis l'indépendance. Cette institution, c'est celle qui regroupe les plus grands penseurs, les plus grands producteurs que la Tunisie a créés. L'élite de l'élite, c'est ici.

Habib

Ils font quoi ? Ces penseurs, ils font quoi ici ? Ils écrivent, ils réfléchissent, ils discutent, ils boivent du café, ils font quoi ?

Mahmoud

Ils ne boivent pas tellement de café ! Mais, ils réfléchissent, ils produisent, Ils créent à l'échelle de l'institution entre eux, avec les institutions académiques universitaires tunisiennes et avec le monde. Ici, c'est la production qui doit être la plus raffinée, la plus élevée. Mes collègues sont dans cette dynamique et ils travaillent collectivement. Ils discutent entre eux. Et ils discutent avec la société, et ils discutent avec le monde. Donc, on édite beaucoup de livres, on tient énormément de rencontres, des débats, qui sont ouverts au public national et international. Nous sommes sur YouTube. Ils sont très heureux, je crois, parce les élites étaient coupées du pays, parce qu'il n'y avait pas de liberté d'expression. Ce sont souvent des penseurs libres. Cette institution est devenue, après la révolution, une institution démocratique.

Avant la révolution, le chef de l'État nommait un président, et le président qu'il nommait, et qui ne devait pas être d'opposition, ni critique, nommait des groupes qu'il choisissait, et il faisait des rencontres nationales ou internationales qui avaient de la qualité. Depuis 2012, depuis la Révolution, les choses ont changé. Le président est devenu un président élu par ses pairs et tous les nouveaux membres de l'Académie sont élus par leurs pairs. Et celui qui a été le premier président nommé, c'était le chercheur, le penseur le plus rebelle, Hichem Djaït, qui a été malmené, qui a été obligé à l'exil. C'est lui qui est devenu le

premier président. Ensuite, il y a eu l'élection de notre collègue, à mon avis, l'un des plus grands penseurs de l'islam, Abdelmajid Charfi, ensuite moi-même. Donc voilà l'académie et son niveau d'activité ne cessent de s'amplifier parce qu'avant les académiciens ne se connaissaient pas, très peu, donc ils ont commencé à travailler à l'intérieur de leur département, ensuite entre les départements, ensuite les départements et les universités.

Habib

Comment on y entre ? Moi je suis chercheur, comment je fais pour y entrer ?

Mahmoud

Il y a deux moyens d'y entrer. Soit le conseil des départements choisit, soit il y a un concours ouvert au public et il présente ou elle présente sa candidature. Voilà comment on devient membre de l'académie en étant élu par ses pairs en assemblée générale, réunie en assemblée générale.

Habib

Est-ce que monsieur le président de l'Académie des sciences, des lettres et des arts peut me faire entrer comme membre de cette Académie ? Ce n'est pas une demande !

Mahmoud

Oui, s'il convainc ses collègues, ce n'est pas lui, ce sont des élections secrètes. En Assemblée Générale, il y a des urnes.

Habib

Vous, vous ne pouvez pas prendre la décision.

Mahmoud

Non. C'est une décision collective en assemblée générale, secrète.

Habib

D'accord. À moins que j'ai oublié des questions, j'en ai une que j'ai laissée pour la fin, parce que ça ne vous concerne pas directement, mais c'est quand même à vous que je la pose et je la pose à toutes les personnes que j'interviewe. Ça fait deux ans, deux ans dépassés même, qu'il y a eu quelque chose qui s'appelle Gaza. C'est quoi Gaza pour vous ? Vous l'avez vécu comment ? Comment vous regardez ça ? Comment vous l'avez analysé ? Qu'est-ce qui s'est passé à Gaza ?

Mahmoud

Elle se pose à moi de deux manières. En tant qu'individu et elle se pose à moi en tant qu'institution. Comme individu et comme institution, ça ne change pas. Mais qu'est-ce que je peux faire ? Plutôt, qu'est-ce que je pense ? Qu'est-ce que je fais ? Bon. Le peuple palestinien est un peuple qui a été spolié de sa terre. Gaza, c'est un grand moment de résistance du peuple palestinien, qui se fait connaître par un monde qui l'a oublié, parce qu'on était près de l'accord d'Abraham où la question palestinienne était enterrée par tous

les régimes arabes. Gaza, c'est le soulèvement d'un peuple qui se rappelle à l'histoire et qui donne maintenant la possibilité au non-oubli de la question palestinienne. L'État d'Israël est un État raciste, expansionniste, occupant. Le peuple palestinien est un peuple en lutte. C'est le dernier peuple colonisé.

Habib

Vous utilisez facilement, vous utiliseriez facilement le mot « génocide » ?

Mahmoud

Oui, bien sûr. Bien sûr. Les Nations Unies, l'institution de reconnaissance de l'humanité, a déclaré que c'est un génocide. Oui, c'est un génocide. Oui, c'est un génocide. Maintenant, est-ce que nous, Académie, est-ce que nous entrons dans un combat pour faire valoir cette cause ? Que devons-nous faire ? Ce que nous voulons, nous, pouvons et devons faire, c'est dans les idées. Convaincre les élites mondiales en y entrant par la reconnaissance de l'histoire. C'est pourquoi nous avons créé, en dehors des départements, ce qu'on appelle un Centre Académique de Recherche sur la Palestine et l'Orient contemporain. Nous sommes dans une démarche intellectuelle. Et notre centre académique de recherche est un centre mondial. Ceux qui en font partie sont les grands intellectuels de ce monde. Notre rôle est de convaincre les élites mondiales, les autres académies internationales de l'histoire et du droit international. C'est ça notre mission que nous jouons. Nous ne sommes pas des militants, nous sommes des intellectuels, des chercheurs. La raison, l'histoire, la vérité. Si vous passez dans mon bureau, vous allez trouver le début d'une bibliothèque spécialisée sur la Palestine.

Habib

On ne peut que terminer cette interview aussi bien, optimisme et construction d'un héritage qui restera pour les générations qui viennent. J'ai probablement et certainement même oublié mille et une questions. J'en suis désolé. Mais à moins que vous ne vouliez dire un dernier mot...

Mahmoud

Non, je vous remercie beaucoup pour cette interview. Ce que j'aurais voulu aussi, c'est parler de quelque chose qui m'est cher et dans laquelle je m'inscris aujourd'hui et dans laquelle j'ai beaucoup agi, c'est l'Afrique.

Habib

Je vous en prie.

Mahmoud

Bon. Nous avons, à l'instar du centre académique Palestine et Orient Contemporain, créé un Centre Académique de Recherche sur l'Afrique. Et nous tenons une grande rencontre internationale au mois de décembre dans le cadre de ce centre académique de recherche. J'ai été dans le plus grand centre de recherche africain, j'en étais le vice-président, du Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESTRIA). J'étais vice-président, mais de fait président parce que le président que nous avions s'est absenté et j'ai dû le remplacer pour la totalité de mon mandat. J'ai été

aussi membre éminent du panel du mécanisme africain d'évaluation par les pairs, désigné à cette responsabilité par l'Union africaine. Les membres éminents sont les représentants des chefs d'État. Chaque pays qui le veut bien se soumet à cet exercice du mécanisme africain d'évaluation par les pairs, et les membres éminents, poste qui m'a échu, m'a mis en situation d'évaluer un certain nombre de pays africains et d'être reconnu comme chef d'État.

Et enfin, j'ai été aussi membre expert de la Commission économique pour l'Afrique. Et puis, je continue aujourd'hui à Beït el-Hikma avec ce centre académique de recherche sur l'Afrique.

Il y a une continuité dans ma vie d'action pour l'Afrique. Parce que notre histoire est aussi africaine et parce que l'avenir du monde, c'est l'Afrique et qu'il ne faut pas que nous nous détachions de nos racines africaines. Voilà la chose dont nous n'avons pas discuté et qui m'est très chère. Merci énormément.

Habib

C'est absolument fabuleux. Je suis ravi d'avoir réalisé cette interview avec vous. J'ai appris beaucoup de choses, évidemment sur vous, mais aussi sur cette institution, cette belle institution. et sur la vie d'un homme pendant 70 ans maintenant, presque, puisqu'on a commencé avec l'enfance. Vous êtes encore président pour combien de temps ?

Mahmoud

Le mandat est pour cinq ans.

Habib

Renouvelable ?

Mahmoud

Non, j'ai milité pour que ce ne soit pas renouvelable. Avant moi, il était de deux mandats, dix ans. On a tenu une assemblée générale où j'ai expliqué à mes collègues que ce n'était pas bon, ni pour le président, ni pour l'Académie, que le mandat soit renouvelable, pour un très grand nombre de raisons. Il faut un seul mandat, parce que quand nous arrivons au président, à la tête de cette institution, nous ne sommes plus jeunes. Et que c'est dix ans, c'est en gros ce qui reste à vivre.

Habib

Mais il y a d'autres qui se sont battus pour la présidence à vie ! Vous auriez dû faire ce choix ! Merci Si Mahmoud, je suis ravi.

Mahmoud

Merci beaucoup. C'est très gentil, moi aussi.